



Après Fukushima : une extension massive de l'industrie nucléaire mondiale se prépare

Par [William Whitlow](#)

Mondialisation.ca, 18 juillet 2011

[wsws.org](#) 18 juillet 2011

Région : [Asie](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Un rapport de l'*Economist Intelligence Unit* [le service de recherche et d'analyses du journal *The Economist*, ndt] prédit une croissance massive sur toute la planète de la production d'énergie nucléaire au cours de la décennie à venir. La prise en compte du désastre de Fukushima, considéré maintenant comme le pire accident industriel de l'histoire, devrait être minime.

Toujours selon ce rapport, la décision de l'Allemagne de fermer ses centrales nucléaires sera plus que compensée par un accroissement de la production nucléaire dans d'autres pays. *The Future of Nuclear Energy* annonce une croissance de 27 pour cent de la production d'ici à 2020. Les réacteurs prévus en Chine, en Inde et en Russie ajouteront cinq fois la capacité nucléaire que la décision allemande supprimera de la production mondiale.

Il faut 15 ans pour construire une centrale nucléaire, l'augmentation prévue reflète la production estimée des installations déjà en construction. Seize nouveaux réacteurs ont été démarrés en 2010. Dix d'entre eux en Chine et les autres en Russie, en Inde et au Brésil. Même le Japon a repris la construction d'une nouvelle centrale nucléaire, après avoir pris des mesures anti-sismiques supplémentaires. À partir de 2015, un nouveau réacteur entrera en activité chaque mois quelque part dans le monde.

Cette extension massive de l'industrie nucléaire a lieu en dépit du fait qu'aucune des questions de sécurité inhérente à la production d'énergie nucléaire n'a été abordée. Rien que cette semaine, il y a eu une explosion dans une centrale nucléaire française. La centrale de Tricastin a été récemment critiquée par l'Autorité de sécurité nucléaire (ASN) française, qui faisait une liste de 32 mesures de sécurité à appliquer. EDF, qui gère la centrale, a insisté sur le fait que cette explosion avait eu lieu dans une zone non nucléaire de la centrale et ne présentait aucun risque de fuite radioactive. L'expérience de Fukushima a pourtant montré que la défaillance des fonctions non nucléaires, par exemple la perte de l'alimentation électrique, créé un risque pour le réacteur nucléaire. Les centrales nucléaires sont des systèmes dont la conception est très complexe et aucune de leurs parties ne devrait être considérée avec autant de légèreté comme « non-critique. »

Toutes les centrales nucléaires françaises sont censées avoir subi une inspection à la suite du désastre de Fukushima. Pour qu'une explosion se produise dans l'une d'entre elles si peu de temps après, et pour qu'EDF la minimise ainsi, donne à penser que l'industrie n'a retenu aucune leçon de Fukushima.

L'extension de l'usage de l'énergie nucléaire est un phénomène international, et l'effet d'un

accident quel qu'il soit serait international. Et pourtant il n'existe toujours pas de normes de sécurité internationales ayant force contraignante pour cette industrie. Au lieu de cela, comme l'a mis en évidence le désastre de Fukushima, les gouvernements nationaux et l'industrie nucléaire collaborent dans le dos du public et s'accordent pour passer sous silence les questions de sécurité.

Le *Guardian* a récemment publié des emails montrant de près la collusion entre le gouvernement britannique et l'industrie nucléaire dans la foulée du désastre de Fukushima. Deux jours après le tremblement de terre, des représentants du gouvernement britannique ont envoyés des courriers à EDF, Areva, Westinghouse [entreprise d'électricité américaine qui intervient fortement dans l'industrie nucléaire, rachetée par le japonais Toshiba en 2006, en France elle est notable pour avoir revendu le brevet de ses centrales à FRAMATOME en 1974, ndt], ainsi qu'à l'Association de l'industrie nucléaire, pour les prévenir que la situation à Fukushima pourrait endommager la confiance du public dans l'énergie nucléaire. Ces représentants insistaient pour qu'il soit dit que ce n'était aussi grave que les images télévisées pouvaient le laisser penser :

« La radioactivité relâchée a été contrôlée - le réacteur a été protégé. C'est la tâche normale des systèmes de sécurité de contrôler et gérer une situation de ce genre. »

Ils ont invité les industriels à envoyer leurs commentaires pour qu'ils puissent être inclus dans une déclaration du gouvernement : « Il faut que nous travaillions tous à partir des mêmes éléments pour faire passer le message aux médias et au public. »

Une campagne de propagande concertée a été organisée, sans aucun égard pour la vérité ou la sécurité de la population. L'industrie nucléaire et le gouvernement britannique ont travaillé main dans la main pour passer sous silence l'étendue du désastre qui se déroulait au Japon et son effet potentiel sur le reste du monde.

« Les opposants au nucléaire de toute l'Europe n'ont pas perdu de temps à assimiler tout ça à Tchernobyl etc. Il faut que nous réduisions au silence toutes les tentatives de comparer cela à Tchernobyl, » affirme l'un de ces e-mails.

En quelques semaines, les représentants japonais ont été contraints d'augmenter le niveau de l'accident de Fukushima de 4 à 7 [le niveau maximal], comme à Tchernobyl.

Les officiels britanniques se sont clairement considérés comme en lutte médiatique pour la défense de l'industrie nucléaire, comme les ministres se préparaient à ce moment-là à annoncer de nouveaux plans pour la construction de réacteurs nucléaires au Royaume-Uni.

« Cela a le potentiel de faire reculer l'industrie nucléaire partout dans le monde, » dit l'un des 80 e-mails rendus publics, « il faut nous assurer que les antinucléaires ne puissent pas gagner de terrain là-dessus. Il nous faut occuper le terrain et le tenir. Nous avons vraiment besoin de montrer que le nucléaire est sûr. »

Un ex-inspecteur de centrales nucléaires a déclaré au *Guardian* que le niveau de collusion révélé par ces e-mails est « vraiment choquant. »

Cette collusion n'est pas cantonnée à la Grande-Bretagne. Au Japon, l'ampleur du désastre de Fukushima a été constamment minimisée dès le départ. D'après l'ex-ministre de l'intérieur Haraguchi Kazuhiro, les données des stations de mesure de la radioactivité au Japon ont été jusqu'à cent fois plus élevées que celles révélées à la population.

Les experts sont de plus en plus inquiets des conséquences de Fukushima sur la santé publique. Nishio Masamichi, spécialiste en radiothérapie et directeur du centre de cancérologie d'Hokkaido, a exprimé sa « grande inquiétude » dans le journal des affaires, le *Tokyo Kenzai*. L'article est intitulé : « Le problème des contre-mesures à l'exposition aux radiations pour l'accident nucléaire de Fukushima : inquiétudes pour la situation actuelle, » il y donne une répartition détaillée des risques pour les travailleurs du site et les résidents de la zone environnante.

Ce fonctionnaire du ministère de la santé s'était initialement associé aux appels au « calme », mais il accuse maintenant la Compagnie électrique de Tokyo (TEPCO) de cacher la vérité sur ce désastre et de faire passer la survie de la compagnie avant la santé publique. Il a condamné l'augmentation par le gouvernement de la limite légale du taux d'exposition aux radiations pour les travailleurs de 100 millisieverts à 250 par an. Les travailleurs du site ne sont « même pas traités comme des êtres humains, » écrit-il.

Les travailleurs sont forcés à dormir et manger sur le site de l'accident, ce qui augmente leur risque d'inhaler ou d'ingérer des produits contaminés, alors qu'à seulement une demi-heure de là, il y a des hôtels vides où ils seraient déjà confrontés à un risque nettement moindre. La compagnie se préoccupe davantage, affirme-t-il, d'empêcher les travailleurs de fuir, que de protéger leur santé.

Toujours selon lui, la compagnie a donné aux travailleurs des compteurs Geiger truqués. Ils ne s'appuient pas sur des mesures effectuées sur tout le corps pour évaluer le niveau d'exposition à des radiations internes. Ils ne mesurent pas non plus les taux de radiations en les répartissant en différents types, radiations alpha émises par le plutonium et beta émises par le strontium. Aucune mesure spécifique n'a été prise pour protéger les travailleurs du MOX (du combustible à Mélange d'Oxydes) utilisé dans le réacteur numéro 3. De l'iode est donné aux travailleurs mais, pour Nishio, il faudrait également qu'ils prennent de la Radiogardase (des capsules de bleu de Prusse insoluble).

Nishio a également critiqué les mesures prises par le gouvernement japonais pour protéger les populations locales. Un rayon de 30 kilomètres a été évacué, mais il a indiqué que le risque de contamination n'est pas uniforme, il dépend de la topographie et de la météo. Certaines zones hors de ce rayon ont donné des mesures très élevées.

Certaines mesures de la contamination n'ont pas été divulguées, il écrit : « La seule explication c'est que les taux de radiations élevés n'ont pas été divulgués parce que l'on craignait de provoquer la panique. »

Le taux de radiation légalement admis au Japon est de 1 millisievert par an pour les personnes ne travaillant pas dans l'industrie nucléaire. Mais le gouvernement japonais l'a fait passer à 20 millisieverts après l'accident de Fukushima. Nishio affirme que cela revient à « prendre à la légère la vie des gens. » Il a averti que c'est trop élevé pour les enfants et demandé des mesures spéciales pour mesurer le niveau de strontium, qui peut affecter les enfants parce que leurs os sont encore en développement.

Les citoyens japonais n'ont aucun moyen de mesurer leur niveau personnel d'exposition. Nishio a particulièrement insisté sur le danger de l'exposition interne à des taux de radiation élevés à long terme. Des comparaisons avec une exposition externe dans un environnement médical contrôlé ne sont pas faisables, a-t-il prévenu. Les effets sur la santé des expositions internes à long terme sont imprévisibles et assez peu connus.

La ville de Fukushima abrite 300 000 personnes et est hors du rayon évacué. Des zones de haute contamination y ayant été détectées, les résidents s'en remettent à des solutions improvisées telles que d'enlever la terre de leurs jardins et passer leurs toits au savon pour tenter d'éliminer la contamination.

« Tout et tout le monde est paralysé, et nous nous sentons abandonnés, sans savoir s'il est sûr ou pas pour nous de rester en ville, » a déclaré une mère à l'agence Reuters.

Les autorités enlèvent la couche superficielle de terre des cours d'écoles, mais il n'y a aucun plan général pour enlever la contamination des parcs, des terrains vagues ou des jardins privés. Il n'y a pas non plus d'endroit sûr pour la déposer une fois enlevée. Il n'y a aucun précédent pour l'ampleur de l'effort de décontamination qu'il faudra faire pour rendre la zone affectée par le désastre de Fukushima à nouveau sûre.

Les conséquences mondiales de Fukushima commencent seulement à apparaître et ne font toujours pas l'objet de commentaires officiels. En juin, TEPCO a révisé ses estimations de la quantité de radiations émises au cours de la première semaine du désastre. Ils ont reconnu qu'elles étaient le double des précédentes pour la quantité totale émise par l'accident.

L'essentiel du surplus de radiations était sous forme de « particules chaudes » - de petites particules de césium, plutonium, uranium, cobalt 60 et d'autres matières radioactives. Les particules chaudes isolées sont trop petites pour être détectées par un compteur Geiger. Pourtant, elles posent un risque sérieux de cancer parce qu'elles peuvent se coincer dans les poumons ou l'appareil digestif, et bombarder une petite zone de tissus pendant une longue période.

Des scientifiques indépendants qui ont inspecté les filtres à air enlevés de véhicules japonais pensent que les habitants de Tokyo ont respiré environ 10 particules chaudes par jour en avril, immédiatement après l'accident. Dans la zone environnant la centrale, les niveaux auraient été 30 à 40 fois plus élevés, et de l'autre côté du Pacifique, à Seattle, des niveaux équivalents à 5 par jour ont été détectés.

Article original, [WSWS](#), paru le 6 juillet 2011

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [William Whitlow](#), [wsws.org](#), 2011

Articles Par : [William Whitlow](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca